

CONSEIL MUNICIPAL DU 8 JUIN 2020 PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt , le huit juin à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - M. Bruno HABERKORN - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Sophie MOREAU donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER

T. FALCONNET – Mes chers collègues, bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Nous allons pouvoir ouvrir cette séance du Conseil municipal. Je vais vous donner lecture d'un courrier, que j'ai reçu en date du 28 mai, de Mme Nadia HADDAD :

« Objet : démission. M. le Maire, je vous remercie de bien vouloir prendre en note ma démission à compter de ce jour. Je vous prie d'agréer, M. le Maire, mes sincères salutations. »

Mme HADDAD, nous avons pris note de votre démission, et donc nous installons le suivant de la liste de M. NEYRAUD, à savoir M. Philippe SINGER.

Je vous propose de désigner le secrétaire de séance dans l'ordre du tableau du Conseil municipal. J'ai fait l'appel la dernière fois, donc je propose que ce soit Mme POPARD qui procède immédiatement à l'appel des membres présents du Conseil municipal en sa qualité de secrétaire de séance ce soir. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

La secrétaire de séance, Brigitte POPARD, procède à l'appel.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Je vais vous proposer maintenant d'approuver le procès-verbal de notre séance du 3 février 2020. Vous avez trouvé ce document dans l'application *i-delibRE*, et conformément au règlement intérieur, je vais vous demander de me dire s'il y a des remarques, en sachant que la plupart d'entre vous n'étaient pas présents lors de cette séance, puisque c'était avant le renouvellement. Y a-t-il des amendements ou des demandes d'intervention sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc je le mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à la majorité, avec deux abstentions.

Je vais vous faire part également de la réception de quatre courriers qui m'informent de la création de groupes politiques au sein de notre Conseil municipal.

J'ai reçu un courrier de M. Martino AMODEO indiquant la constitution du groupes « Communiste, Républicain, intervention citoyenne » au sein du Conseil municipal. Ce groupe est composé de Joëlle BOILEAU, de Lhoussaine MOURTADA et de Martino AMODEO.

J'ai ensuite reçu un courrier de M. Patrick AUDARD et de Mme Brigitte POPARD, co-présidents du groupe politique « Chenôve pour tous ». Ce groupe sera constitué des élus suivants : Thierry FALCONNET, Christiane JACQUOT, Nouredine ACHERIA, Aziza AGLAGAL, Ludovic RAILLARD, Léo LACHAMBRE, Hana WALIDI, Didier GIRARD, Brigitte BERTHE, Pascal KELLER, Mongi BAHRI, Christine BUCHALET, Anne VILLIER, Jean-Marc FOMBARLET, Jamila DE LA TOUR D'Auvergne, Saliha OUARTI, Stéphanie DROUIN, Nezha NANG-BEKALE, Patrick AUDARD, Brigitte POPARD.

J'ai ensuite reçu un courrier de Mme Caroline CARLIER, m'indiquant la création d'un groupe « Génération.s » au sein de la majorité. Ce groupe est composé de Yves-Marie BRUGNOT, de Caroline CARLIER et de Sophie MOREAU.

Et ensuite, dernier courrier, déclaration du groupe « Europe, Écologie, Les Verts » au sein de la majorité municipale. Un courrier que m'a adressé M. Bruno HABERKORN, groupe dont feront partie les élus suivants : Bruno HABERKORN, Marie-Thérèse BOUGÉ et Sylvain BLANDIN.

Ces différents groupes, s'ils souhaitent s'exprimer, et j'imagine qu'ils le souhaitent, je propose que nous repoussions ces déclarations au moment soit de l'adoption du règlement intérieur, donc en point 6, soit à la fin du Conseil municipal. Je préférerais que ce soit à la fin du Conseil municipal, en questions diverses. Aucune opposition ? Ça vous convient ? Très bien, je vous remercie.

Alors, je voulais vous adresser quelques mots en préalable à ce Conseil municipal. Mes chers collègues, il s'agit du deuxième Conseil municipal de cette mandature 2020-2026. Je voudrais tout d'abord saluer celles et ceux qui vont suivre nos échanges par le biais de la retransmission de cette séance en direct sur les réseaux sociaux et en différé sur le site Internet de la Ville.

Même si depuis le 11 mai dernier, nous avons entamé un déconfinement progressif, nous continuons d'observer les gestes barrières et prenons les mesures sanitaires adéquates pour éviter un regain de cette épidémie qui nous a si durement touchés. Cela est de moins en moins simple, j'en veux pour preuve l'organisation de notre marché de dimanche matin. Pris que nous sommes dans le paradoxe d'une demande de sécurité sanitaire et de protection des usagers en même temps qu'une aspiration à un retour à une vie plus normale après un temps de confinement que beaucoup de nos concitoyennes et concitoyens ont perçu comme une redoutable épreuve.

Suite aux annonces du Premier Ministre du 28 mai dernier, nous avons engagé une nouvelle phase dans le cadre du plan de déconfinement communal que nous mettons en œuvre pas à pas. Ainsi, et dans ce cadre, un certain nombre de bâtiments municipaux ont rouvert ou vont rouvrir d'ici peu, avec des conditions d'accueil renforcées par des mesures garantissant la sécurité sanitaire de tous. C'est le cas de la bibliothèque François Mitterrand, du stade Léo Lagrange, de la Maison de la Vie Associative. En revanche, le Conservatoire, la salle de spectacle du Cèdre et les salles municipales resteront par exemple fermés jusqu'à nouvel ordre. Le nouvel ordre étant possiblement le 22 juin, puisque le Premier Ministre devrait nous annoncer de nouvelles mesures.

Pour ce qui concerne le Centre nautique, nous avons finalement profité, Mme POPARD, de l'occasion pour procéder au nettoyage annuel. Je vous annonce que le Centre nautique devrait ouvrir normalement le 15 ou le 16 juin et qu'il restera ouvert durant tout l'été et ce toute l'année jusqu'à son prochain nettoyage.

Petit à petit, la vie chenevelière reprend son cours. Depuis le 24 mai dernier, le marché de

Chenôve permet à nouveau à celles et ceux qui le souhaitent de retrouver leurs habitudes de consommation le mercredi et le dimanche.

Tous les petits Cheneveliers scolarisés de la grande section maternelle au CM2 ont pu reprendre le chemin de l'école depuis jeudi dernier, le 4 juin et être accueillis dans tous les établissements scolaires, là encore dans des conditions sanitaires optimales et satisfaisantes. Je remercie les services municipaux, les enseignants, l'inspectrice de circonscription pour ce travail remarquable et contraint par le temps et un protocole particulièrement exigeant. D'ailleurs, la presse s'en fait l'écho. Nous avons aujourd'hui un taux de retour qui avoisine les 50 % dans les écoles de Chenôve, ce qui est exceptionnel par rapport à d'autres communes. Et nous devons en être heureux.

Depuis aujourd'hui, les enfants sont accueillis sur quatre jours, ce qui est également exceptionnel, avec une organisation spécifique pour respecter les règles sanitaires. Leur prise en charge est assurée de 8 h 50 à 11 h 50 et de 13 h 50 à 16 h 50, c'est le temps scolaire habituel. Je rappelle que les accueils périscolaires du matin et du soir sont ouverts depuis le 14 mai dernier. Sans oublier, bien évidemment, la scolarisation durant le confinement des enfants des personnels soignants et de ceux dont l'activité était qualifiée alors d'essentielle pour la vie de la Nation.

Vous le voyez mesdames et messieurs, chers collègues, l'activité municipale se déconfiner petit à petit, avec prudence. Cette reprise est nécessaire tant l'action de la puissance publique de proximité que nous représentons répond à une attente forte de nos concitoyens, particulièrement dans le « territoire vulnérable », c'est l'expression consacrée au sein de l'association Ville et Banlieues pour désigner nos communes populaires comme l'est Chenôve, dont la population, dans une proportion plus importante qu'ailleurs, subit de plein fouet les difficultés de la vie.

Aujourd'hui, c'est faire preuve de lucidité que de dire que la situation risque assurément de s'aggraver avec les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. Nous le savons, le gouvernement le sait, nous l'avons dit, le disons et le dirons encore à l'occasion des nombreux échanges organisés depuis plusieurs semaines avec les différents ministres en responsabilité. Encore demain matin, je suis en visioconférence avec Julien DENORMANDIE, ministre délégué à la Ville, pour évoquer ces questions. À notre niveau et dans le cadre des compétences qui sont les nôtres, nous avons été, sommes et serons présents pour défendre notre singularité et nos spécificités, pour porter la parole de notre commune populaire.

Notre action quotidienne est la traduction concrète de notre vision de la République. Cette République à la fois ferme et généreuse, qui reconnaît chacune et chacun quelles que soient son origine, ses croyances, son opinion ou son parcours personnel. Cette République lui vient en aide si nécessaire et crée pour toutes et tous les conditions économiques permettant de s'épanouir dans un projet de vie. J'y reviendrai un peu plus tard. Mais ce modèle, hérité du XVIII^e siècle et de la Révolution française, ne peut fonctionner que si nos concitoyens ont une confiance inébranlable en leurs institutions, en celles et ceux qui les représentent, en celles et ceux qui la servent. Cette confiance nous oblige toutes et tous à l'exemplarité.

Je vais faire référence à la disparition tragique de George Floyd, à Minneapolis aux États-Unis, qui fait écho à d'autres drames que nous avons connus ici en France, qui doit nous inciter, plus que jamais, à condamner avec la plus grande fermeté celles et ceux qui abusent de l'autorité que leur confère leurs missions par des fautes, des manquements lourds à la déontologie et aux valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité, de Justice et de Tolérance que nous partageons. Je vous invite à lire aujourd'hui, dans l'excellent journal local, l'interview édifiante de Jacques TOUBON, Défenseur des Droits, qu'on ne peut pas taxer d'un gauchisme effréné. J'ai lu également que Président de la République interrogeait la doctrine d'utilisation des forces de l'ordre, c'est une bonne chose. Sous réserve que la montagne n'accouche pas d'une souris...

Je le dis avec force, l'État n'est pas structurellement raciste ou violent, la police n'est pas structurellement raciste ou violente. Notre pays n'a rien à voir avec ce qu'a connu l'Afrique du Sud avec l'apartheid, avec le développement séparé des races, inscrit dans le droit et dans la constitution. C'est ça, un pays fondamentalement raciste. Mais au sein des différentes administrations le racisme et la violence purement gratuite doivent être combattus avec la plus grande vigueur, pour éviter de tomber dans l'écueil tendu par certains qui tendent à considérer que « violences policières = violences racistes ».

Si l'ordre public doit être une priorité absolue en particulier au sein de nos territoires, et c'est la raison pour laquelle nous agissons, avec d'autres pour que l'État y mette les moyens pour le garantir, il ne peut être entaché de soupçons liés à l'attitude de quelques-uns qui rejailli sur toute une profession. À chaque fois que ces actes sont commis, ils doivent être sanctionnés à la hauteur de la gravité des faits. C'est ce à quoi s'emploie l'institution judiciaire en faisant la lumière sur toutes les affaires qui lui sont transmises. Nous devons lui faire confiance, il en va de la crédibilité de nos institutions et de la confiance de nos concitoyens en ces institutions.

Car ces événements dont le caractère tragique ne peut être minoré, sont à chaque fois l'occasion pour des forces politiques d'agiter dans le pays le spectre de la division, de l'éclatement de notre société, de l'éparpillement des valeurs. Ils constituent autant d'occasion pour ces groupes de nous tendre le piège de la racialisation de rapports sociaux inégalitaires par nature que, loin de les atténuer, l'économie de marché non-régulée et l'ultralibéralisme débridé exacerbent, laissant sur le bord du chemin un nombre de plus en plus important de ces fameux « derniers de cordée ».

Face à ces menaces et à ces tentatives d'importation d'un modèle anglosaxon, dont nous connaissons les limites et les risques (ethnisation du débat public, différencialisme, séparatisme), nous ne devons pas céder un pouce de terrain pour conserver à notre modèle républicain son caractère universaliste. Personne, et moi le premier, ne peut prétendre que la République est un système politique parfait. Dans de trop nombreux domaines, elle s'est montrée et se montre encore défailante à travers une structure étatique et administrative qui reproduit à l'envie des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes.

Il nous appartient donc de nous mobiliser pour améliorer au quotidien et à notre échelle de responsabilité ce modèle aux valeurs universelles que nous partageons. Offrir la possibilité de progresser, de sortir de sa condition sociale d'origine, de s'émanciper par la connaissance et par la culture, garantir à toutes et à tous l'accès à un emploi suffisamment rémunérateur permettant de construire sa vie d'homme et de femme libre, voilà quelques-uns des objectifs de nos actions à mener, de notre feuille de route municipale, à notre échelon local.

Améliorer le modèle républicain, c'est repenser le quotidien dans un monde bouleversé par cette crise sanitaire que nous venons de subir. C'est, par exemple, agir pour un approvisionnement alimentaire de nos concitoyens qui s'appuie davantage sur des denrées produites en circuit court. Comment, dans ce contexte, ne pas être solidaire du « coup de gueule » poussé par Philippe DELIN, lequel, avec ses équipes, a répondu à la demande en fromage des surfaces commerciales du secteur pendant la crise et qui voit aujourd'hui, alors que l'activité économique reprend, ses interlocuteurs se tourner, à présent, vers des circuits d'approvisionnement dignes du monde d'avant. Nous avons, nous aussi, notre rôle à jouer dans ce mouvement de relocalisation de l'économie. C'est le sens de la transition écologique, c'est le sens de la transition bio que nous avons inscrite dans notre programme municipal, mon cher Bruno.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, notre attachement à la République se ressent dans chaque action que nous menons, il est au cœur de chaque décision que nous prenons. Elles ont un impact sur la vie de notre territoire et sur celle des habitants. Dans une commune marquée par la précarité de l'emploi, nous avons fait le choix ici de maintenir les salaires des vacataires, des contractuels, au moment même où de nombreux postes

d'intérimaires ne sont pas reconduits ou sont supprimés dans le secteur marchand. C'est cela l'attachement à la République ferme et généreuse.

À l'heure où tente à nouveau de se développer une radicalisation de notre société, notre projet politique, lui, veut porter haut et fort la République sociale. Cette majorité n'adoptera jamais un discours prônant la différence plutôt que le commun, car nous, nous croyons à l'Universel.

À l'Égalité des droits et des devoirs, à l'Égalité de toutes et de tous en dignité, à l'Égalité des chances à travers l'accès à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, à la culture, à l'écologie ou à la pratique sportive et aux loisirs. Voilà quelques-unes des pierres angulaires de notre démarche, elles donnent tout leur sens aux politiques publiques progressistes menées à Chenôve depuis des années (RME, Projet Éducatif Global, futur revenu municipal garanti).

Je vous remercie de votre attention et je passe tout de suite au premier point à l'ordre du jour de notre séance.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

1 - CRÉATION DE COMMISSIONS MUNICIPALES

Considérant l'élection du maire, par délibération n° DEL_2020_012A, et des adjoints, par délibération n° DEL_2020_014 du 25 mai 2020,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant que pour faciliter le travail de l'assemblée municipale, il apparaît nécessaire de procéder à la création de commissions municipales spécialisées dans les différents secteurs d'activité de la vie communale et qui seront appelées à travailler au sein du Conseil municipal,

Il est proposé au Conseil municipal de :

- créer trois commissions municipales,
- prévoir la règle selon laquelle chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- organiser les thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au maire, permettant ainsi la présence de trois adjoints dans chaque commission.

Vu l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à la création des trois commissions municipales suivantes :

- Commission Administration générale – Finances – Vie de la cité – Culture
- Commission Projets de ville – Transition écologique – Travaux
- Commission Solidarité – Éducation – Jeunesse et Sports

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Je vais vous présenter le rapport.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

2 - DÉSIGNATION D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du Conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant la création des trois commissions municipales lors du Conseil municipal du 8 juin 2020,

Considérant que les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions ont été fixées :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permet la présence de trois adjoints dans chaque commission.

Il est proposé qu'un vice-président ou une vice-présidente soit élu(e) au sein de chaque commission lors de l'installation de ces dernières.

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

COMMISSIONS MUNICIPALES	CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS
Administration générale – Finances - Vie de la cité – Culture	Maire, Président de droit Patrick AUDARD Ludovic RAILLARD Léo LACHAMBRE Lhoussaine MOURTADA Christine BUCHALET Sylvain BLANDIN Pascal KELLER Brigitte BERTHE Caroline CARLIER Nezha NANG-BEKALE Philippe NEYRAUD Dominique MICHEL

Projets de ville – Transition écologique – Travaux	Maire, Président de droit Brigitte POPARD Bruno HABERKORN Joëlle BOILEAU Martino AMODÉO Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE Marie-Thérèse BOUGE Anne VILLIER Mongi BAHRI Sophie MOREAU Philippe SINGER
Solidarité – Éducation – Jeunesse et Sports	Maire, Président de droit Christiane JACQUOT Nouredine ACHÉRIA Aziza AGLAGAL Jean-Marc FOMBARLET Yves-Marie BRUGNOT Hana WALIDI-ALAOUI Didier GIRARD Stéphanie DROUIN Saliha OUARTI Saliha M'PIAYI

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Il y a la possibilité de voter à main levée. Si vous souhaitez que nous votions à bulletin secret, nous pouvons le faire, nous y sommes prêts.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Je veux également préciser que, conformément à l'engagement que j'avais pris devant vous et notamment en direction des deux sensibilités de l'opposition, j'ai contacté M. NEYRAUD et M. MICHEL, pour échanger sur ces compositions. Nous avons abouti un accord et qui entérine la proposition que j'avais faite de confier deux des six vice-présidences des commissions aux deux oppositions.

Je ne vais pas vous faire la lecture exhaustive du tableau, mais je demande à M. NEYRAUD s'il est toujours d'accord pour être membre de la commission « Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture » et d'en assurer la vice-présidence. M. NEYRAUD, cela vous convient-il toujours ?

M. Philippe NEYRAUD acquiesce.

T. FALCONNET – Très bien. Ensuite, sur la deuxième commission. J'ai proposé à ce qu'il y ait deux membres de l'opposition qui soient membres de cette commission. Conformément à votre réponse, M. MICHEL, je vous propose, ainsi qu'à M. SINGER, de siéger dans cette commission.

Et pour ce qui concerne la commission « Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports », la proposition qui vous est faite, Mme M'PIAYI, c'est d'être membre de cette commission et d'en assurer la co-vice-présidence.

Mme Saliha M'PIAYI acquiesce.

T. FALCONNET – Très bien, je vous remercie. Y a-t-il d'autres remarques sur cette

proposition ? M. MICHEL a demandé la parole et j'aimerais que nous lui apportions un micro, dans les règles sanitaires habituelles de nettoyage du micro. M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – M. le Maire, chers collègues, bonsoir à tous. Tout simplement, dans l'échange que l'on avait eu, avait été évoqué aussi la proposition en surnuméraire dans les commissions de pouvoir être également dans la commission Finances en tant qu'opposition, même s'il n'y a qu'un seul membre de désigné au moment où je parle. Je ne pense pas qu'il y ait d'enjeux sur la majorité, elle ne serait pas mise en défaut. C'est une commission importante, en terme de travail préparatoire et d'échanges. On avait échangé sur cette idée de pouvoir participer également, et que je puisse être dans deux commissions, la 1^{re} et la 2^e. Donc je sou mets cette proposition ce soir pour voir si elle peut recueillir l'aval de la majorité. Merci, M. le Maire.

T. FALCONNET – Merci, M. MICHEL. J'ai une proposition alternative à vous faire, parce que c'est vrai qu'on a fixé la règle, comme on l'avait fixé dans la précédente mandature, selon laquelle un conseiller municipal est membre d'une seule commission municipale. La proposition que je vous fais, c'est de passer de la commission « Projets de ville, Transition écologique, Travaux » à la commission « Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture ». Mais dans ce cas-là, votre sensibilité ne sera pas représentée au sein de la deuxième commission, puisqu'on garderait le caractère unique de participation à une commission municipale. Est-ce que cette proposition vous sied ?

D. MICHEL – Oui, M. le Maire, la réalité de notre effectif fait que, de toute façon, dans une des commissions, nous n'apparaîtrons pas. Donc autant prioriser et être cohérent avec ce que je viens de demander sur la première commission. Donc je suis d'accord avec vous sur votre proposition.

T. FALCONNET – Très bien. Donc la proposition qui est faite, c'est de modifier la commission n°1 en la passant à 12 membres, avec M. NEYRAUD et M. MICHEL pour les deux oppositions, M. SINGER serait le seul membre de l'opposition dans la commission n° 2, et Mme M'PIAYI serait dans la commission n° 3.
Je vais mettre cette proposition aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il en est ainsi décidé et ainsi modifié.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

3 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) – ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – VOTE À BULLETIN SECRET

Aux termes de l'article L.123-6 du Code de l'action sociale et des familles, le Conseil d'administration d'un centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) comprend des membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le Conseil municipal ainsi que, en nombre égal, des membres nommés par le maire. L'article R.123-7 du même code vient préciser cette composition : il prévoit que le Conseil d'administration comprend en nombre égal au maximum huit membres élus et huit membres nommés.

Vu les articles L.123-6, R.123-7, R.123-8, R.123-10 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Le Conseil municipal du 25 mai 2020 a décidé de fixer ce nombre à 6 membres élus et 6 membres nommés par le Maire.

Vu la délibération n° DEL_2020_017, en date du 25 mai 2020, fixant à 12 le nombre d'administrateurs du C.C.A.S.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'élire à la représentation proportionnelle au scrutin secret de liste les six membres du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Chenôve :

- Mme Christiane JACQUOT,
- M. Didier GIRARD,
- M. Yves-Marie BRUGNOT,
- Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne,
- Mme Saliha OUARTI,
- M. Philippe SINGER.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous avons voté lors du dernier Conseil municipal la composition du conseil d'administration du C.C.A.S. Nous avons fixé à six membres élus la représentation municipale au sein du C.C.A.S.

Nous avons l'obligation de respecter le Code de l'Action sociale et des familles, puisque comme je vous l'indiquais la dernière fois, il ne s'agit pas du CGCT mais de ce code-là, qui vaut pour la désignation des représentants au sein du C.C.A.S.

Présentation de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Vous avez des bulletins de vote qui vous sont proposés. Et je vais vous lire la proposition de la majorité pour cette représentation au sein du C.C.A.S. Nous allons proposer une liste de six noms.

Lecture de la liste par M. le Maire.

T. FALCONNET – Il n'y a pas de suppléants au C.C.A.S. Y a-t-il d'autres listes qui sont proposées pour les oppositions ? Oui, M. NEYRAUD, vous avez la parole.

P. NEYRAUD – Oui, merci. Comme nous en avons parlé, il me semble que nous avons

possibilité de siéger au C.C.A.S. Vous m'aviez parlé de la personne la plus ancienne. Donc je me mets en retrait, et je laisse ma place à M. SINGER.

T. FALCONNET – Ce n'est pas très exactement comme ça que ça s'est passé, M. NEYRAUD. Mais c'est le résultat. Vous m'avez demandé quelle était la règle en cas d'égalité, et je vous ai indiqué que dans ce cas-là, c'est la personne la plus âgée qui siégerait. Alors, il faut présenter une liste. Vous ne présentez que M. SINGER ? Présentez M. SINGER puis M. NEYRAUD.

P. NEYRAUD – Oui, c'est ça.

T. FALCONNET – C'est ça, très bien. M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Oui, M. le Maire, pour les mêmes raisons, nous ne présenterons pas de candidats, puisque nous n'avons pas la personne la plus âgée dans notre effectif.

T. FALCONNET – Merci, M. MICHEL. Donc, deux listes en présence. La liste proposée par la majorité et la liste composée de M. SINGER et de M. NEYRAUD. M. SINGER en 1, M. NEYRAUD en 2. Vous avez normalement amené votre stylo. Bien évidemment, on ne raye pas.

Je vais demander à Mme Hana WALIDI, notre benjamine, de faire quelque chose qu'elle fait maintenant excellemment bien, puisqu'elle a l'habitude, de procéder à l'appel des membres du Conseil municipal... Ah pardon, c'est le secrétaire de séance qui procède à l'appel. Désolé, Mme WALIDI. Vous êtes prêts ? Mme POPARD, vous avez la parole.

La secrétaire de séance, Mme Brigitte POPARD, procède à l'appel pendant qu'un agent recueille les bulletins de vote dans une urne.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Le scrutin est clos, je vais demander à Mme WALIDI et à M. LACHAMBRE d'aller procéder au dépouillement et de me transmettre les résultats une fois que vous aurez terminé. Vous prendrez la parole après, M. NEYRAUD.

Les deux assesseurs, Mme WALIDI-ALAOUI et M. LACHAMBRE, procèdent au dépouillement.

T. FALCONNET – 33 votants. La liste A, proposée par la majorité obtient 30 voix. La liste B, c'est-à-dire la liste de M. SINGER, obtient 0 voix. J'ai deux bulletins nuls et un bulletin blanc.

T. FALCONNET – M. NEYRAUD, vous avez la parole.

P. NEYRAUD – Oui, on s'est contenté d'ajouter le nom de M. SINGER sur la liste. Mais il faut dire qu'il n'y a pas eu de consignes. On ne savait pas trop quoi faire. On est quand même tous les deux... On a fait des études tous les deux... En l'absence de consignes, ça nous semblait logique de faire ça.

T. FALCONNET – M. NEYRAUD, je ne sais pas quoi dire... Une fois encore, je ne sais pas quoi dire... Il me semble, quand vous avez deux bulletins de vote en main, et que vous avez à choisir entre l'un et l'autre, vous choisissez entre l'un et l'autre.

P. NEYRAUD – Nous n'avons pas de deuxième bulletin.

T. FALCONNET – M. SINGER, vous avez la parole.

P. SINGER – M. le Maire, chers collègues, j'aurais bien voulu faire une déclaration au préalable, j'espère que vous m'autoriserez à la faire en questions diverses. Vous n'avez peut-être pas vu que je demandais la parole tout à l'heure. C'est court, mais cela fait six ans

que je ne siégeais plus au Conseil, j'aurais bien aimé pouvoir dire quelques mots. Je ne sais pas si vous me permettrez de le faire.

Par rapport au vote, en effet, on a fait des études, mais là n'est pas le problème. Oui, ce n'était pas clair. M. NEYRAUD m'a simplement dit que vous aviez convenu qu'il y aurait une place de l'opposition au C.C.A.S., en l'occurrence au plus âgé. Si j'ai bien compris, j'ai ce drôle de privilège. Voilà, je ne recule devant aucune participation à une quelconque commission, et en particulier au C.C.A.S. On n'avait pas deux bulletins, on n'avait qu'un bulletin qui était imprimé. J'ai bien fait la remarque à M. NEYRAUD que ça ne me semblait pas au point. C'est tout.

T. FALCONNET – Je vous remercie de votre gentillesse par rapport aux personnes qui ont préparé ce Conseil municipal. Donc c'est de leur faute ? C'est soit de leur faute, parce qu'ils ont mal préparé le Conseil municipal, soit de la mienne...

P. SINGER – Ce n'est pas ce que j'ai dit.

T. FALCONNET – Soit de la mienne, parce que je n'ai pas donné les bonnes consignes...

P. SINGER – Mais on n'avait qu'un bulletin.

T. FALCONNET – Mais ce n'est pas la vôtre parce que vous n'avez pas su voter.

P. SINGER – On n'avait qu'un bulletin, M. le Maire.

T. FALCONNET – Non, vous aviez des bulletins.

P. SINGER – Des bulletins blancs ?

T. FALCONNET – Vous avez des stylos !

P. SINGER – Mais à ce moment-là, je connais d'autres opérations dans d'autres endroits, il fallait imprimer une liste avec nos deux noms. Il fallait nous le dire, on n'a pas su.

T. FALCONNET – Mais on n'avait pas votre liste, M. SINGER.

P. SINGER – Mais je ne sais pas ce que vous aviez convenu avec M. NEYRAUD. Vous en avez parlé, tous les deux. Vous n'en avez pas parlé avec moi, c'est tout.

P. NEYRAUD – Le débat n'est pas là...

T. FALCONNET – Attendez, M. NEYRAUD, je vais encore passer pour un méchant, parce que c'est ce que vous avez laissé entendre à la suite du dernier Conseil municipal. Vous êtes conseillers municipaux. Si vous avez une interrogation, vous me demandez la parole et je vous aurais donné les consignes. Je suis dans une situation... Je me demande si vous ne le faites pas exprès, parce que je vous appelle, je me mets d'accord avec vous, et avec M. MICHEL. Et d'ailleurs, M. MICHEL me dit « Et sur le C.C.A.S., comment ça va se passer ? », je lui réponds « Écoutez, M. MICHEL, ce qui va se passer, c'est qu'au privilège de l'âge, ça devrait être M. SINGER qui serait élu. » Je ne peux pas faire mieux ! Je ne vais pas vous écrire le bulletin de vote ! Vous me mettez dans une situation impossible où, de droit, vous avez un siège au Conseil d'administration du C.C.A.S., et parce que vous ne votez pas correctement, on se retrouve avec cinq représentants de la majorité. Je ne vous interdis pas de siéger.

M. MICHEL a demandé la parole.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Je ne peux pas être taxé d'être le premier défenseur de votre personne.

T. FALCONNET – Ça non ! Je vous en prie, M. MICHEL.

D. MICHEL – En tout cas, l'échange qu'on a eu était assez clair sur les candidatures. J'en conviens largement. Et l'autre élément, le procès-verbal en fera foi, je pense que vous avez indiqué à M. NEYRAUD et à M. SINGER de l'indiquer sur une feuille. C'était évident tellement c'était implicite. Du coup, je regretterais presque de ne pas avoir proposé de candidature.

T. FALCONNET – J'y ai pensé.

D. MICHEL – Si j'étais un poil cynique, je le regrette.

T. FALCONNET – Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

S. M'PIAYI – C'est vrai que je regrette ce qu'il s'est passé. Je regrette effectivement de ne pas avoir proposé ma candidature, parce qu'aujourd'hui, le C.C.A.S. va se retrouver sans représentant de l'opposition, avec un siège en moins. Est-ce qu'il est possible de refaire le vote ?

T. FALCONNET – Alors, je vais proposer une suspension de séance, parce que je ne voudrais surtout pas être... Mais vous nous amenez à des choses que je n'ai jamais vues dans cette assemblée. Jamais. Donc je vous propose de faire une suspension de séance de cinq minutes. Il est 19 h 28 à l'horloge du Conseil municipal. On se retrouve à 19 h 35 et je vous ferai part de la décision. On se retrouve dans la salle des commissions. Je propose à M. MICHEL, à M. SINGER et à M. AUDARD de venir avec moi en *symposium* pour une affaire qui est quand même toute simple. M. NEYRAUD, pardon. Aux représentants de liste. On se retrouve dans la salle des commissions. Je vous prie de bien vouloir m'excuser de cette interruption de séance qui n'était pas prévue. Je m'excuse auprès des spectateurs devant *Facebook*. On se retrouve dans cinq minutes.

Suspension de la séance du Conseil municipal pour une durée de cinq minutes.

T. FALCONNET – J'avais dit cinq minutes, mais cela a pris moins de temps. Parce que je ne veux pas qu'il y ait d'ambiguïté sur nos intentions et sur les droits de l'opposition à siéger au C.C.A.S.

Je vous propose de refaire le vote. C'est obligatoirement un vote à bulletin secret, puisque c'est le Code de l'Action sociale et des familles qui l'oblige. Et je vous propose une liste bloquée de six noms, de laquelle je me retire puisque je suis membre de droit. Il n'y a plus de bulletins imprimés, donc je vais vous demander de prendre vos stylos et de noter sur les bulletins blancs qui ont été mis à votre disposition les noms suivants :

- Mme Christiane JACQUOT,
- M. Didier GIRARD,
- M. Yves-Marie BRUGNOT,
- Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne,
- Mme Saliha OUARTI,
- M. Philippe SINGER.

Faut-il que je répète à la fois les consignes et les noms ? Je pense que ça ira, là. C'est une liste bloquée, donc on ne raye pas de noms, s'il vous plaît ! Sinon, ça fait un bulletin nul. On peut voter blanc aussi. Ce n'est pas interdit.

Je le dis également : on a toujours procédé, pour cette élection, avec deux listes et on calculait la proportionnalité après. On l'a toujours fait, M. SINGER. Ça s'est fait dans les conseils municipaux auxquels vous avez pu assister par le passé. Il n'y a pas de nouveautés là-dessus.

Propos inaudibles de M. Philippe SINGER.

T. FALCONNET – M. SINGER, vous n'avez pas la parole. Je vais demander à Mme POPARD de nous donner la liste des votants.

La secrétaire de séance, Mme Brigitte POPARD, procède à l'appel pendant qu'un agent recueille les bulletins de vote dans une urne.

T. FALCONNET – Je demande à nouveau à M. LACHAMBRE et à Mme WALIDI d'aller dépouiller.

Les deux assesseurs, Mme WALIDI-ALAOUI et M. LACHAMBRE, procèdent au dépouillement.

T. FALCONNET – Pour ce qui concerne le scrutin des représentants au sein du Conseil d'administration du C.C.A.S., 33 bulletins dépouillés, 1 vote blanc, 32 pour la liste menée par Mme JACQUOT, brillamment. Donc sont élus administrateurs du C.C.A.S. :

- Mme Christiane JACQUOT,
- M. Didier GIRARD,
- M. Yves-Marie BRUGNOT,
- Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne,
- Mme Saliha OUARTI,
- M. Philippe SINGER.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 BLANC

4 - DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du maire des 27 et 28 mai 2020,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

- STRUCTURES INTERCOMMUNALES – ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

ORGANISMES	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
CLECT (COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES) <i>2 TITULAIRES</i> <i>2 SUPPLÉANTS</i>	T. FALCONNET P. AUDARD	B. POPARD L. LACHAMBRE
SIPLASUD (SYNDICAT DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU DE SUD DIJONNAIS) <i>2 TITULAIRES</i> <i>2 SUPPLÉANTS</i>	T. FALCONNET B. HABERKORN	L. LACHAMBRE M-T. BOUGÉ

SPLAAD (CONSEIL D'ADMINISTRATION) <i>2 TITULAIRES</i>	T. FALCONNET B. POPARD	
SPLAAD (ASSEMBLÉE GÉNÉRALE) <i>1 TITULAIRE</i>	P. AUDARD	
SPLAAD (COMITÉ DE CONTRÔLE ET STRATÉGIQUE) <i>1 TITULAIRE</i>	P. AUDARD	
SPLAAD (COMMISSION D'APPEL D'OFFRES) <i>1 TITULAIRE</i>	P. AUDARD	

- COMMISSIONS MIXTES VILLE/ASSOCIATIONS

COMITÉ DIRECTEUR DE L'OMS <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT 4 TITULAIRES</i>	Maire, membre de droit, B. POPARD L. RAILLARD A. AGLAGAL J-M. FOMBARLET	
COMMISSION MIXTE VILLE – OMS <i>7 TITULAIRES</i>	T. FALCONNET B. POPARD C. JACQUOT L. RAILLARD A. AGLAGAL N. ACHERIA J-M. FOMBARLET	
COMMISSION MIXTE VILLE – CAF <i>4 TITULAIRES</i>	T. FALCONNET C. JACQUOT A. AGLAGAL S. BLANDIN	
COMMISSION MIXTE VILLE – MJC <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT 7 TITULAIRES</i>	Maire, membre de droit, L. LACHAMBRE C. JACQUOT B. POPARD L. RAILLARD S. BLANDIN M-T. BOUGÉ L. MOURTADA	

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MJC <i>3 TITULAIRES</i>	T. FALCONNET L. LACHAMBRE L. RAILLARD	
COMMISSION MIXTE D'INSERTION PAR LE SPORT <i>MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 MEMBRE</i>	Maire ou B. POPARD N. ACHERIA	
RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES AÎNÉS <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i>	D. GIRARD	C. JACQUOT
CRÉATIV' <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i>	N. ACHERIA	M. BAHRI

- AUTRES ORGANISMES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MISSION LOCALE <i>2 TITULAIRES 2 SUPPLÉANTS</i>	N. ACHERIA Y-M. BRUGNOT	H. WALIDI-ALAOUI M. BAHRI
CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS (CENTRE DE GESTION) <i>MAIRE, MEMBRE DE DROIT 1 TITULAIRE</i>	Maire, membre de droit, B. POPARD	
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (CDAH) <i>1 TITULAIRE</i>	B. POPARD	

CORRESPONDANT DÉFENSE <i>1 MEMBRE</i>	J. BOILEAU	
COMITÉ DE GESTION PARITAIRE DU CENTRE MEDICO SPORTIF <i>4 TITULAIRES 4 SUPPLÉANTS</i>	B. POPARD J-M. FOMBARLET D. GIRARD L. MOURTADA	N. NANG-BEKALE M. BAHRI C. CARLIER S. OUARTI
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MUSSP <i>MAIRE (MEMBRE INVITÉ) OU SON REPRÉSENTANT</i>	Maire, membre invité, ou D. GIRARD	
CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE <i>1 TITULAIRE 1 SUPPLÉANT</i>	D. GIRARD	A. VILLIER

- CONSEIL D'ADMINISTRATION DES COLLÈGES ET LYCÉE

CONSEIL D'ADMINISTRATION COLLÈGE DU CHAPITRE <i>2 TITULAIRES</i>	A. AGLAGAL P. AUDARD	
CONSEIL D'ADMINISTRATION COLLÈGE E. HERRIOT <i>1 TITULAIRE</i>	P. AUDARD	
CONSEIL D'ADMINISTRATION LYCÉE PROFESSIONNEL ANTOINE <i>2 TITULAIRES</i>	N. ACHERIA N. NANG-BEKALE	

- CONSEILS D'ÉCOLES

BOURDENIÈRES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL Y-M. BRUGNOT	
BOURDENIÈRES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL S. MOREAU	
J.FERRY maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL J-M. FOMBARLET	
J.FERRY élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL H. WALIDI-ALAOUI	
GAMBETTA maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL C. BUCHALET	
GAMBETTA élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL C. CARLIER	
VIOLETTES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL M-T. BOUGÉ	
VIOLETTES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL N. NANG-BECALE	

EN ST JACQUES maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL B. BERTHE	
EN ST JACQUES élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL P. KELLER	
GRANDS CRUS maternelle <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL S. OUARTI	
GRANDS CRUS élémentaire <i>LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT 1 TITULAIRE</i>	Maire, ou A. AGLAGAL M-T. BOUGÉ	

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – C'est un vote à main levée possible. Je ferai la Commission d'Appel d'Offres après. Vous avez reçu le tableau de désignations. Je ne vais pas vous en faire la lecture exhaustive. Ce n'est peut-être pas nécessaire.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Je vais d'abord faire un premier vote pour savoir si vous êtes d'accord pour le faire à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous allons pouvoir voter à main levée.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les votes au sein du Conseil municipal peuvent s'organiser à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les votes relatifs à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres, il y a possibilité de procéder par un vote à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que la composition de la Commission d'appel d'offres reflète le pluralisme des différentes tendances au sein du Conseil municipal et est présidée de droit par le maire ou son représentant (désigné par arrêté du maire),

Considérant que l'article L.1411-5 auquel renvoie l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit la composition de la Commission d'appel d'offres comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. »

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à un vote à main levée pour l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres,

ARTICLE 2 : D'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste pour la Commission d'appel d'offres 5 membres titulaires et 5 membres suppléants (outre l'autorité habilitée à signer ou son représentant) :

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Brigitte POPARD Joëlle BOILEAU Christiane JACQUOT Nouredine ACHERIA Philippe NEYRAUD	Martino AMODEO Jean-Marc FOMBARLET Caroline CARLIER Brigitte BERTHE Dominique MICHEL

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Je vais vous donner lecture de la délibération. Là aussi, nous pouvons voter à main levée si vous le souhaitez.

Lecture de la délibération de M. le Maire.

T. FALCONNET – Je vais procéder pour savoir si vous souhaitez voter à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, nous allons pouvoir élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste, pour la Commission d'Appel d'Offres, cinq membres

titulaires et cinq membres suppléants.

Si vous êtes bons en mathématiques, au plus fort reste, nous serions en droit, la majorité, d'avoir les cinq sièges. Mais, premièrement, parce que le Code général des collectivités territoriales précise que nous devons respecter le pluralisme, et ensuite, parce que nous ne pensons pas que ce soit sain que seule la majorité siège à la Commission d'Appel d'Offres, nous avons décidé de l'ouvrir à l'opposition.

Conformément aux discussions que j'ai eues avec MM. NEYRAUD et MICHEL, M. NEYRAUD souhaite siéger à cette Commission d'Appel d'Offres. Est-ce que vous êtes toujours d'accord, M. NEYRAUD ?

M. Philippe NEYRAUD acquiesce.

T. FALCONNET – Très bien. Je vous en remercie. Donc, seront membres de la Commission d'Appel d'Offres, si vous en êtes d'accord, les membres titulaires suivants. Vous verrez, M. MICHEL, que vous aurez la possibilité d'y siéger, soit vous, soit Mme M'PIAYI, mais en tant que suppléant. Vous êtes favorable ?

M. Dominique MICHEL acquiesce.

T. FALCONNET – Bien. C'est un vote à main levée, il n'y a pas besoin de prendre son stylo.

Seraient titulaires de la Commission d'Appel d'Offres :

- Mme Brigitte POPARD,
- Mme Joëlle BOILEAU,
- Mme Christiane JACQUOT,
- M. Nouredine ACHERIA,
- M. Philippe NEYRAUD.

Seraient suppléants :

- M. Martino AMODEO,
- M. Jean-Marc FOMBARLET,
- Mme Caroline CARLIER,
- Mme Brigitte BERTHE,
- M. Dominique MICHEL.

Y a-t-il des remarques sur la proposition qui vous est faite ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix cette proposition. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Sont donc élus membres titulaires et suppléants les collègues dont j'ai cité le nom précédemment. Je vous en remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

6 - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Les communes, dont la taille est supérieure ou égale à 1 000 habitants, doivent adopter leur règlement intérieur dans les six mois qui suivent l'installation de leur Conseil municipal.

Vu l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de Chenôve joint à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville de Chenôve.

T. FALCONNET – Nous allons maintenant procéder à un point très important qu'est le vote du règlement intérieur du Conseil municipal.

Vous avez tous lu le règlement intérieur, cette fois-ci. J'aurais une modification à vous proposer. Nous aurions pu la mettre sur table. C'est pour être complètement en conformité avec le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-27 et D.2121-12, à propos de l'article 33. Si vous voulez bien vous reporter à cet article.

Il s'agit d'un article qui est important pour la mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux :

« Sur proposition du président d'un groupe politique, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun dans un délai de 4 mois qui suit la demande.

Sur proposition du président d'un groupe politique, les conseillers municipaux évoqués à l'alinéa 1^{er} peuvent disposer d'un local administratif permanent. »

Je vous propose que soit retiré la mention « Sur proposition du président d'un groupe politique », parce qu'en fait, c'est de droit. L'article 33 deviendrait :

« Les conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun dans un délai de 4 mois qui suit la demande.

Les conseillers municipaux évoqués à l'alinéa 1^{er} peuvent disposer d'un local administratif permanent. »

En sachant, sur cet article, que nous pouvons être en désaccord, vous et moi, sur cette attribution. Dans ce cas-là, il faut que nous en parlions, que nous en discutions ensemble et que nous trouvions une solution de compromis qui vous permette d'exercer, conformément au Code général des collectivités territoriales, votre mandat de conseillers d'opposition.

Voilà ce que je souhaitais vous dire. Nous l'avons toiletté, ce règlement intérieur, par rapport au règlement de la mandature 2014-2020. C'est une proposition, et bien évidemment, j'ouvre la discussion et le débat sur le règlement intérieur du Conseil municipal qui va nous lier ensemble pendant les six ans qui viennent.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. NEYRAUD, vous avez la parole.

P. NEYRAUD – Le règlement intérieur est un document qui devrait être consensuel en incluant l'opposition dans sa construction. Vous choisissez de l'imposer de façon unilatérale en toute rigidité. Pourquoi pas, s'il révèle votre vision de ce que doit être une déclinaison de fonctionnement démocratique. On peut s'en inquiéter. Un augure brutal, que ma collègue Mme HADDAD a d'ailleurs choisi de refuser en démissionnant.

Concernant la constitution des groupes politiques, il fut un temps où un groupe politique

pouvait ici même être constitué à partir de deux élus. Aujourd'hui, il en faut trois. Pourquoi pas, à condition qu'il n'y ait pas volonté de réduire l'opposition. Je note en effet qu'un de vos partenaires politiques était constitué après l'élection de deux élus, et qu'à présent, afin qu'un groupe puisse être constitué, un troisième élu vient en renfort.

Mon interrogation est la suivante : le fait d'être un groupe de deux et de ne pas constituer un groupe politique nous permettra-t-il de communiquer librement envers ceux qui nous ont fait confiance ? Par exemple, par le biais du bulletin municipal. Merci.

T. FALCONNET – Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ce point ?

Eh bien, il fallait faire mieux, M. NEYRAUD. Il fallait faire mieux, et vous auriez eu trois membres. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Vous nous racontez une belle histoire, moi je ne sais pas de quoi vous parlez. Vous me parlez de Mme HADDAD, elle m'a envoyé un courrier. J'ai entendu des choses qui ne correspondent pas à la réalité. C'est votre histoire, c'est l'histoire que vous racontez, ce n'est pas la mienne. On fait de la politique, hein ? On s'affronte, on débat, on discute.

Deuxièmement, sur ce que vous dites des groupes de la majorité, je ne sais pas de quoi vous voulez parler. À moins que vous ayez des informations dont je ne dispose pas. J'ai eu des courriers dont je vous ai fait part, avec des constitutions de groupes. Peut-être que les collègues en question ont, eux, lu le règlement intérieur et qu'ils se sont décidés, effectivement, de prospecter dans la majorité pour avoir les conditions nécessaires pour constituer un groupe. Vous aurez, bien évidemment, la possibilité de vous exprimer, comme la loi vous y autorise et comme je suis dans l'obligation de respecter les droits de l'opposition.

Quand vous dites « Vous choisissez de fixer à trois le nombre de conseillers municipaux nécessaire pour constituer un groupe. » C'était déjà le cas dans le Conseil municipal précédent. Mon prédécesseur avait fait de même. M. SINGER l'a bien connu, quand il était socialiste. Maintenant, on est sur une constitution de groupe qui est celle-là.

Pour vous rassurer complètement, vous aurez le droit de vous exprimer dans la revue municipale. Vous aurez le droit de vous exprimer sur les supports numériques, puisque c'est l'obligation qui nous est faite par le Code général des collectivités territoriales. Vous aurez le droit de vous exprimer à proportion de ce que vous représentez au sein de cette assemblée, avec un nombre minimum de signes. C'était un calcul savant que nous avons fait lors du précédent mandat pour permettre par exemple à Mme RICHARD et à M. ESMONIN, qui siégeaient en dehors de tout groupe majoritaire ou d'opposition constitué, de s'exprimer comme ils le souhaitaient dans la revue municipale.

Vous serez traités correctement par la majorité, par moi-même, vous pourrez exercer vos droits de vous opposer, conformément au règlement intérieur de la mandature. Il n'y a pas de complots dirigés contre vous. Il y a simplement le résultat du suffrage universel. Si vous aviez fait mieux, vous auriez peut-être trois ou quatre élus et dans ce cas-là, vous auriez constitué un groupe.

Il ne vous est pas interdit, mais ça, c'est votre affaire, à vous, à M. SINGER, à Mme M'PIAYI et à M. MICHEL, de constituer un groupe technique. C'est une possibilité qui est utilisée dans d'autres assemblées, puisque M. SINGER faisait référence à d'autres lieux, à d'autres assemblées, quand les groupes sont insuffisants pour exister, une sensibilité politique s'allie à d'autres sensibilités politiques. Vous êtes deux, et vous êtes deux sensibilités, donc ça voudrait dire une troisième sensibilité ou une quatrième sensibilité. Ça, c'est votre affaire, c'est l'affaire de l'opposition. J'ai pris acte de la constitution des groupes de la majorité, et je vous demande de ne pas porter un quelconque jugement sur ce qui se passe à l'intérieur de la majorité. De la même manière, je m'engage à ne porter aucun jugement sur ce qui se passe à l'intérieur de votre sensibilité et des représentants de votre liste au sein du Conseil municipal. Merci, M. NEYRAUD.

Y a-t-il d'autres interventions ? M. SINGER ? Vous voyez, je pourrais aussi limiter le nombre d'interventions à une personne par groupe. Ce n'est pas inscrit dans le règlement intérieur. Je pourrais même limiter, comme dans d'autres assemblées, le temps de parole. Ça n'est

pas dans le règlement intérieur. Regardez comment on est libéraux, M. NEYRAUD.
M. SINGER, vous avez la parole.

P. SINGER – Merci, M. le Maire. Je voulais simplement dire que dans la mesure où il y aura la possibilité d'avoir un local, si j'ai bien compris, et surtout dans la mesure où il y aura la possibilité d'expression dans le bulletin municipal, votre réponse me convient. La question des groupes n'est quand même pas nouvelle. Puisque nous avons fait à peu près le même parcours parallèle depuis au moins 1995, elle s'était déjà posée, d'ailleurs vous concernant, il y a quelques années. Donc, OK, c'est trois. On sait après qu'on peut éventuellement se regrouper pour des raisons techniques. Ça aurait pu être deux, mais bon. L'essentiel, c'est de pouvoir au moins communiquer envers la population. Très bien si vous envisagez de nous donner cette possibilité. Et d'avoir un lieu où l'on pourra des fois se retrouver. Merci.

T. FALCONNET – M. SINGER, non seulement je l'envisage, mais c'est la loi. Comme c'est la loi, je respecte la loi. Voilà. Vous faites référence au passé, vous verrez que vous serez beaucoup mieux traité en tant qu'opposant que l'opposition ne l'était dans le passé. Merci à toutes et à tous. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur le projet de règlement intérieur ? Je n'en vois pas, donc je le mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Et nous nous reverrons, M. NEYRAUD et M. MICHEL, pour décider ensemble. On vous fera des propositions pour le local, on vous précisera aussi le nombre de signes. Vous savez que l'expression dans la revue municipale est très codifiée aussi. Vous avez un nombre de signes à respecter et vous recevrez régulièrement une alerte vous disant qu'il faut remettre votre copie pour le tant. On le fait très bien avec la direction de la Communication. Et là aussi, vos droits d'opposants seront scrupuleusement respectés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**7 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL ET DÉCISION PRISE EN VERTU DE L'ORDONNANCE N° 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
 Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
 Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,
 Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
 Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

Vu le tableau joint en annexe,

L'article 1 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 stipule que « le maire exerce, par délégation, les attributions mentionnées aux 1°, 2° et du 4° au 29° de l'article 2122-22 du code général des collectivités territoriales (.../...). Il procède à l'attribution des subventions aux associations et peut garantir les emprunts. »

« Le maire informe sans délai et par tout moyen les conseillers municipaux des décisions prises sur le fondement du premier alinéa du présent I dès leur entrée en vigueur. Il en rend compte également à la prochaine réunion du conseil municipal. »

Par un courriel en date du 17 avril 2020, Monsieur le Maire a transmis à l'ensemble des conseillers municipaux de la précédente mandature et les nouveaux élus issus du scrutin du 15 mars 2020, la décision n° DEC_2020_10 portant attribution des subventions aux associations avant le vote du budget primitif 2020.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Je vous fais part des délégations de pouvoirs que vous avez bien voulu me donner par décision du Conseil municipal et de la décision qui est prise en vertu de l'ordonnance 2020-391 du 1^{er} avril 2020, puisque vous le savez, on est sur un dispositif particulier lié à l'épidémie de COVID-19.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Et vous avez notamment dans ce tableau la liste des subventions attribuées aux associations, puisque c'était un engagement que nous avons pris et c'était une possibilité que nous offrait la fameuse ordonnance du 1^{er} avril 2020, à savoir d'attribuer une partie des subventions avant le vote du budget, auquel nous procéderons le 29 juin prochain.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ces décisions que j'ai prises en votre nom ? Je n'en vois pas, donc je vous demande de me donner acte de cette communication.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

T. FALCONNET – Conformément à ce que je vous annonçais en début de Conseil municipal, j'ai été destinataire de quatre courriers, et puis M. SINGER a demandé la parole. Je vais vous proposer de vous donner la parole successivement aux uns et aux autres, afin que vous puissiez exprimer votre positionnement au sein du Conseil municipal. M. SINGER, vous avez la parole.

P. SINGER – Merci, M. le Maire. Ça sera court, une bonne minute. C'est avec une certaine émotion que je retrouve aujourd'hui le Conseil municipal de Chenôve, une assemblée que j'avais quittée avec regret en 2014, après près de 20 ans de mandats électifs. Élu en tant que conseiller municipal, membre de la société civile aux côtés de Roland Carraz de 1995 à 1999, puis aux côtés de Jean ESMONIN à partir de 1999, et 1^{er} adjoint de 2001 à 2014. Membre du parti socialiste jusqu'en 2012, j'ai soutenu Emmanuel MACRON dès le 1^{er} tour des élections présidentielles en 2017 et été désigné chef de file de « la République en marche » en décembre 2019 en vue des élections municipales de 2020.

Je remercie M. Philippe NEYRAUD d'avoir fait esprit d'ouverture en me permettant de le rejoindre avec Denis MAIRE, autre représentant de « la République en marche » sur sa liste du « Bon Sens à Chenôve ». La démission de Nadia HADDAD, qui s'est exprimée publiquement à ce sujet, n'était bien sûr pas du tout prévue. Au contraire de ce que certains veulent faire croire ici et là. C'est bien mal connaître Nadia HADDAD et moi-même pour penser que nous aurions pu envisager ce type d'accord. J'ai donc accepté de la remplacer au Conseil municipal.

Je saurai me souvenir des deux grands maires de Chenôve auprès de qui j'ai déjà travaillé, Roland CARRAZ, pour qui j'ai une pensée émue, et Jean ESMONIN, qui a aussi tant œuvré pour la transformation de la Ville, à qui je transmets un salut amical.

Avec Philippe NEYRAUD, nous allons tout faire pour travailler dans une confiance mutuelle, dans le respect de nos convictions politiques, personnelles, avec comme point central et fédérateur de notre entente, la Ville de Chenôve, son avenir et le bien-être de ses habitantes et de ses habitants. Merci.

T. FALCONNET – Merci, M. SINGER. Mme CARLIER, vous avez la parole.

C. CARLIER – Merci, M. le Maire. M le Maire, chers collègues, je vous remercie de nous accorder votre pleine et entière confiance pour la création de ce groupe politique « Génération.s » au sein de la majorité. J'aimerais, au nom de ce nouveau groupe politique, dire quelques mots, si vous le permettez, M. le Maire.

Nous sommes ravis d'avoir mené la campagne avec l'ensemble des forces de la gauche à Chenôve.

Nous sommes également ravis de pouvoir poursuivre cette aventure après une élection, félicitons-nous-en encore, qui ne fait aucun doute : Chenôve est une ville de gauche qui préfère placer au centre de ses préoccupations l'homme et non l'économie, qui préfère la solidarité à l'individualité, qui place avant toute chose la prévention afin d'éviter au maximum la répression. Chenôve est aussi une ville qui doit poursuivre plus ardemment encore sa transition écologique, et c'est fondamental pour l'avenir de l'humanité. Sachez que nous participerons et nous œuvrerons pour cette priorité écologique : elle doit s'inscrire dans chacune de nos actions, dans tous les éléments du programme de campagne sur lequel nous nous sommes engagés, toutes sensibilités politiques de la liste « Chenôve pour tous ». Nous avons beaucoup de travail durant ces six prochaines années, même si, déjà à vos côtés, M. le Maire, durant les trois dernières années du mandat précédent, nous avons largement progressé sur la question de la participation des citoyens, sur la communication avec les administrés, sur l'éducation de nos plus jeunes qui s'illustre par la cité éducative, sur la volonté d'une urbanisation plus humaine, plus végétale et bien d'autres choses encore, tout en préservant l'équilibre budgétaire de la ville alors que la restriction financière est de rigueur depuis plusieurs années.

Vous avez confié au groupe Génération.s deux délégations : une sur la jeunesse et l'autre sur la mise en place d'un revenu municipal garanti, nous en sommes très honorés. Ce projet

de revenu municipal garanti, nous y travaillons déjà, vous le savez, en lien avec chaque sensibilité politique de la majorité municipale. En effet, nous souhaitons que cette mesure puisse se mettre en œuvre dès que possible et du mieux qu'il soit pour toute la population qui « galère », excusez-moi l'expression, mais je n'en trouve pas d'autre. Et qui « galère » d'autant plus que la crise sanitaire n'a fait qu'accentuer une sorte de décrochage qui fait sombrer des familles entières non plus dans la précarité, mais dans la pauvreté.

Certes, à l'échelle d'une commune, nous ne pouvons instaurer un revenu universel sans condition, durant toute la vie, intégré au revenu de celles et ceux qui ont un emploi. Mais cette volonté de mettre en œuvre un revenu municipal garanti démontre, une fois de plus, que Chenôve est une ville d'initiative, visionnaire, qui n'a pas peur d'expérimenter quand il s'agit de contribuer à garantir l'édifice commun de l'humanité.

Nous vous remercions encore pour la confiance que vous nous accordez et vous pouvez être sûrs, M. le Maire, chers collègues, de notre véritable volonté à participer à cette belle union de la gauche chenevelière.

T. FALCONNET – Merci, Mme CARLIER. M. AMODEO, vous avez la parole.

M. AMODEO – Merci, M. le Maire. Pourquoi un groupe de gauche dans une union de gauche ? Pourquoi un groupe d'élus Communistes, Républicains et intervention citoyenne ? Puisque nous sommes une composante d'une majorité de gauche où toutes les informations nous sont communiquées, nous participons à toutes les commissions, participons à l'exécutif avec des adjoints et des conseillers délégués. Et il y a dans notre majorité une réelle volonté de co-construire.

Alors, pourquoi un groupe ?

Loin de nous toute idée de compétition avec les autres groupes, mais un comportement loyal, de collaboration, de proposition, force de réflexion pour mener à terme les propositions du programme municipal importantes comme la mise en place du projet alimentaire de territoire, le revenu municipal garanti, la création de la mutuelle municipale.

Nous sommes engagés avec vous et la majorité d'union de la gauche pour la réalisation de notre programme de justice sociale que les habitants de Chenôve ont massivement choisi le 15 mars. Et nous savons bien que seule l'union nous donne l'espoir.

Mais le Conseil Municipal examine chaque fois plus de vingt délibérations. Certes, les synthèses sont à notre disposition, mais, réfléchir sur tous les dossiers qui, en amont demandent un minimum de travail, et seul, c'est impossible.

Ensuite, bien que composante de la majorité, nous sommes néanmoins une sensibilité, une minorité. Le groupe, c'est une expression existante, « une bande de camarades » en quelque sorte. Le groupe nous permet aussi d'avoir une expression plus importante dans la revue municipale. Oui, ce sont de petits moyens, peut-être, mais une affaire de principe.

Quant à notre intitulé, que des valeurs qui nous rassemblent et qui nous permettent de travailler ensemble et avec chacun de vous dans notre diversité. Une attention particulière à la démocratie participative. C'est l'ADN de notre parti. C'est aussi une expérience réussie de notre dernier mandat, intervenir dans la vie publique c'est une volonté de plus en plus forte de nos concitoyens. Et une lutte contre l'abstentionnisme galopant qui pourrait nuire à notre légitimité.

Alors, si vous souhaitez M. le Maire, aller plus loin, dépasser le triptyque traditionnel « informer, consulter, agir » pour une véritable participation des habitants, toujours en devenir, vous pouvez compter sur notre groupe.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Je donne la parole à M. HABERKORN, pour le groupe EELV. M. HABERKORN, vous avez la parole.

B. HABERKORN – EELV a rejoint la majorité municipale à Chenôve pour les élections municipales du printemps 2020 sur la base d'un programme qui rejoint nombre des orientations de notre mouvement. Il permettra des réalisations concrètes en matière de

transition écologique : maraîchage bio de proximité afin de fournir aux enfants et aux personnes âgées de Chenôve une alimentation saine, promotion des modes de transport non polluants, gestion du Plateau qui allie protection des biotopes et accueil du public.

Nous sommes enthousiastes de pouvoir mettre en œuvre nos objectifs dans une ville comme Chenôve, où on ne pourra pas nous dire que ce sont des préoccupations de bobos. La transition écologique sera sociale ou ne sera pas, et ces orientations s'intègrent dans un programme plus complet au service des habitants de notre commune.

Nous sommes donc attendus pour améliorer concrètement la vie des habitants de Chenôve, avec le retour de la nature en ville, que ce soit dans des projets de potagers partagés, de création de vergers, dans la création et la gestion des futurs îlots de fraîcheur, dans les assiettes des enfants et des aînés, dans les déplacements à vélo, dans une meilleure connexion avec le Plateau et une organisation plus lisible des différentes activités pratiquées.

Nous aurons également à travailler sur la transformation de notre ville avec la réorganisation de l'entrée sud de la métropole, la création de nouveaux quartiers avec des bâtiments qui respectent les plus hautes normes environnementales, sans exclure pour autant les ménages aux revenus les plus modestes. Irriguer ces nouveaux quartiers par des voies de circulation partagées entre les différents usagers serait un des leviers.

En regardant plus loin, nous pèserons de tout notre poids sur les orientations de la métropole, soutenant ainsi le maire de Chenôve, qui se bat afin que les villes de la couronne ne soient pas les parents pauvres de la politique d'agglomération. Oui, il faut aussi des pistes cyclables et des transports en commun qui relient les quartiers et les communes périphériques. Tout n'est pas obligatoirement centré sur le cœur de Dijon. Oui, il faut une alimentation saine pour les enfants de Chenôve, et pas seulement pour les habitants de l'agglomération qui ont les moyens d'aller dans les magasins bio. Oui, il faut que chacun puisse pratiquer des activités sportives ou culturelles sans être bloqué par son budget.

Chenôve sera une ville de transition écologique. Cela se fera avec l'implication des habitants, de tous les habitants, et en collaboration avec nos partenaires associatifs.

T. FALCONNET – Merci, M.HABERKORN. Belle ambition que vous portez et que nous portons ensemble. M. AUDARD, pour le groupe « Chenôve pour tous ».

P. AUDARD – M. le Maire. J'ai apprécié les prises de parole qui m'ont précédé pour la constitution des groupes, en me disant que notre majorité était extrêmement forte de sa diversité et de sa complémentarité. Et je crois que nous avons effectivement besoin de cette richesse et de cette unité pour faire face aux défis qui nous sont posés. Le premier point important est celui de la légitimité de notre majorité municipale : 66,37 % des voix, majorité absolue sur 9 bureaux sur 9. Le résultat est sans appel.

Cette élection a eu lieu le 15 mars, avant la fameuse crise sanitaire, et nous nous sommes engagés sur dix propositions ou dix engagements, et 120 propositions. Ça, c'était le 15 mars. Et la question qui nous est posée sera celle de pouvoir assumer ce niveau d'ambition et d'engagement dans les six ans qui viennent. Au-delà des aléas, et en particulier de la période présente à laquelle nous sommes confrontés.

Et donc, nous avons besoin de voir notre programme municipal également comme un ensemble, bien évidemment, tel ou tel aspect, écologique, social, peuvent légitimement plus particulièrement être mis en avant. Mais c'est à un équilibre d'ensemble pour pouvoir remplir la responsabilité contractuelle qui nous a été donnée par l'ensemble des Cheneveliers que nous devons veiller. C'est la raison pour laquelle les vingt membres que vous avez cités tout à l'heure ont décidé de constituer le groupe « Chenôve pour tous ».

Ce groupe, ce signal « Chenôve pour tous », est là pour indiquer que vous nous avez pris, chers concitoyens, au sérieux. Nous vous prenons au sérieux et nous appliquerons avec loyauté, constance et détermination, le mandat que vous nous avez confié.

T. FALCONNET – Merci, M. AUDARD. Merci à toutes et à tous. Je vais clore cette séance

du Conseil municipal en vous donnant d'ores et déjà rendez-vous pour un moment très important qui sera la vote du budget, parce que au-delà des postures majoritaires et d'opposants, il y a les actes politiques. Et s'il y a bien un acte politique dans une collectivité qui compte, c'est le vote du budget. Et nous verrons le moment venu comment les uns et les autres se positionnent et pour quelles raisons ils se positionnent sur telle ou telle ligne d'adhésion critique d'opposition à notre budget municipal.

Nous aurons le vote du budget en même temps que le débat d'orientations budgétaires, puisque nous étions en année électorale et nous avons fait le choix de laisser la respiration démocratique se faire avant de voter le budget. Vous serez, bien évidemment, toutes et tous associés au sein des commissions à la préparation de ce budget. Vous prendrez vos fonctions, d'ici là, de responsabilité dans les commissions municipales. Je pense aux vice-présidents.

Et nous nous revoyons d'abord pour l'installation des commissions municipales, dans les jours qui viennent, puis ensuite nous nous revoyons au mois de juin pour le prochain Conseil municipal.

Je vous remercie d'avoir participé à cette séance. Je vous remercie d'avoir supporté le masque. Il est plus facile de le supporter quand on ne parle pas beaucoup, je peux vous le garantir. Mais nous avons à boire.

Je voudrais saluer les Chenevelièrès et les Cheneveliers qui nous ont fait le plaisir de suivre ce Conseil municipal par le biais d'un réseau social bien connu que j'ai cité tout à l'heure, mais je ne voudrais surtout pas faire de publicité. J'espère sincèrement que le 29 juin, nous pourrons à nouveau accueillir du public dans cette salle, mais ça, c'est l'avenir qui nous le dira et surtout la progression ou le ralentissement définitif de l'épidémie de COVID-19.

Mes chers collègues, je vous souhaite une bonne soirée. Mesdames et messieurs, devant votre ordinateur, je vous souhaite également une belle soirée. À très bientôt.

La séance est levée à 20 h 20.



La secrétaire de séance,
Brigitte POPARD